



DECISION DU MAIRE

N° 034-2024 à 036-2024 - Renonciation à l'exercice du droit de préemption urbain

Le Maire de Saint-Denis-lès-Bourg (Ain) :

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants et L.300-1 ;

Vu la délibération n°001-2019 du conseil municipal en date du 25 janvier 2019 instaurant un droit de préemption urbain sur les zones urbaines ou à urbaniser du territoire de la commune de Saint-Denis-lès-Bourg ;

Vu la délibération n°025-2020 du conseil municipal en date du 3 juin 2020 donnant délégations de pouvoirs du conseil municipal au Maire suivant l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 03/10/2008, modifié les 01/02/2013, 06/10/17, 09/03/2018 et le 29/11/2019, mis à jour le 10/10/2017, le 02/03/2018 et le 20/08/2018 ;

Considérant les déclarations d'intention d'aliéner examinées ;

Considérant l'avis de la commission ADS du 9 juillet 2024.

DECIDE

Article 1 : De ne pas exercer son droit de préemption et de renoncer à acquérir les biens ci-dessous désignés :

- N°034-2024 : DIA enregistrée sous le numéro DIA00134424A0021, déposée le 17 juin 2024 par Maître Nesrine CHIBI , notaire à BOURG EN BRESSE (Ain), concernant la vente d'un bâti sur terrain propre, cadastré AK 100, situé 101 impasse des Chardonnerets.
- N°035-2024 : DIA enregistrée sous le numéro DIA00134424A0022, déposée le 24 juin 2024 par Maître Christelle COEURET, notaire à MEZERIAT (Ain), concernant la vente d'un bâti sur terrain propre, cadastré AK 81, situé 161 rue des Chardonnerets.
- N°036-2024 : DIA enregistrée sous le numéro DIA00134424A0023, déposée le 24 juin 2024 par Maître Vincent CORDIER, notaire à PONT DE VEYLE (Ain), concernant la vente d'un non-bâti, cadastré AE 324 et AE 322, situé lieu-dit Les Cadalles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20240710-34-36-2024-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/07/2024

Article 2 : Il sera rendu compte de cette décision lors de la prochaine réunion du conseil municipal.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux dans les deux mois de sa publication en vertu de l'article R421-1 du Code de la justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Saint Denis Lès Bourg,
Le 10 juillet 2024.

Le Maire,
Guillaume FAUVET



A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Guillaume Fauvet", is written over the official seal.